

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Eaux et forêts : Maurice Ntossui Allogo sur le terrain

GM.NTOUOUME-NDONG
Libreville/Gabon

APRÈS avoir entrepris une série de rencontres avec les responsables administratifs et financiers du département ministériel dont il a la charge, notamment les représentants d'organisations syndicales du secteur forêt-bois, le ministre des Eaux et Forêts chargé de la Préservation de l'environnement, du Climat et du Conflit homme-faune, le colonel Maurice Ntossui Allogo, a poursuivi ses rencontres avec l'administration forestière locale tout au long de la semaine dernière, indique un

communiqué dudit ministère. Le membre du gouvernement a fait le tour de l'ensemble des services relevant de son département ministériel. À savoir : la brigade des Eaux et Forêts de Ntoun, la Zone d'investissement spéciale (ZIS) de Nkok, le site unique d'emportage des bois transformés situé au port d'Owendo, la Direction provinciale des Eaux et Forêts de l'Estuaire, l'Agence d'exécution des activités de la filière forêt-bois (AEAFFB) et l'École nationale des Eaux et Forêts (ENEF) du Cap-Estérias. Il était question pour lui de profiter de cette occasion pour

échanger, tour à tour, avec les responsables desdits services, de faire un état des lieux des défis auxquels ils sont confrontés et des perspectives à relever. Ce fut notamment l'occasion de faire passer le message sur la discipline, la transparence et les valeurs d'éthique essentielles pour améliorer la gestion des affaires publiques en général et de l'administration des Eaux et Forêts en particulier.

"L'homme est au cœur de notre stratégie. C'est la raison pour laquelle la prise en compte des préoccupations des agents des Eaux et Forêts dans la prise de décision et leur résolution sont une priorité. J'ai échangé avec les responsables aussi bien des Directions générales que ceux des agences sous tutelle



Photo: DR

Le nouveau patron du secteur Eaux et Forêts compte imposer la discipline.

du ministère. Je suis disposé à apporter des solutions réalistes et j'ai instruit les différents responsables de faire des valeurs

de loyauté et de transparence, le fondement de notre réussite", a indiqué le colonel Ntossui Allogo.

Le groupe Arise se met à la disposition de la Transition

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

En disgrâce, dit-on, avec les nouvelles autorités du pays en raison des liens supposés très étroits avec le régime et la famille de l'ancien président déchu, le P-DG du groupe Arise, Gagan Gupta, a été reçu vendredi dernier par le président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema.

L'entretien a porté sur les activités tentaculaires du groupe Arise au Gabon (port, agriculture, zone industrielle, aéroport...), notamment les différents partenariats le liant avec l'État gabonais. Gagan Gupta a ainsi saisi cette occasion pour présenter au président de la Transition le large portefeuille des investissements du groupe au Gabon. Tout en rassurant le président de la Transition quant à la poursuite des projets de développement déjà lancés à travers le pays.

"Le président m'a expliqué quels sont ses objectifs, comment nous pouvons aider le gouvernement à atteindre ces objectifs ", a

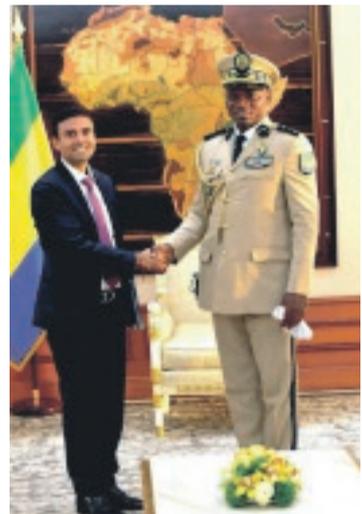


Photo: DR

Le président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema a reçu le P-DG d'Arise, Gagan Gupta

indiqué Gagan Gupta à sa sortie d'audience.

Avant de poursuivre : " On lui a expliqué tout ce qu'Arise fait ici au Gabon. Notamment notre projet de zone industrielle, notre port, nos plantations. On a discuté de comment nous allons encore continuer à investir au Gabon. Quels seront les nouveaux projets, les nouvelles choses que nous sommes capables de faire ici pour amplifier toutes nos activités et pour réaffirmer notre engagement pour le Gabon."

Cémac : évaluer les politiques commerciales dans la sous-région

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LA ministre du Commerce, des PME/PMI, chargée des Activités génératrices de Revenus, Patricia Djipano Mouloungui, a pris part, du 20 au 22 septembre dernier à Genève en Suisse, aux travaux du 2e examen conjoint des politiques commerciales des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). Organisée par l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), cette rencontre de haut niveau avait pour principal objectif le passage en revue des pratiques et politiques commerciales de l'ensemble des pays membres de la Cémac. Au cours de ces travaux, il s'est agi également, pour la commission, de réfléchir sur la mise en place d'une Union douanière véritable et d'un marché commun renforcé par la libre circulation intégrale des marchandises, des personnes, des services, des capitaux



Photo: DR

La ministre du Commerce (g) lors des travaux du 2e examen des politiques commerciales de la Cémac à Genève.

ainsi que l'harmonisation des politiques sectorielles.

" Je tiens ici à rappeler les efforts poursuivis par notre pays dans plusieurs secteurs d'activité, notamment la ratification de l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche, faisant du Gabon le premier pays membre de la Cémac et le troisième en Afrique à avoir déposé son instrument ", a souligné la ministre gabonaise. Aussi a-t-elle interpellé les partenaires techniques et financiers du Gabon sur la " nécessité impérieuse d'une assistance technique ciblée

afin de répondre de manière conséquente aux objectifs de développement économique et commercial du Gabon "

Au terme des travaux plusieurs recommandations ont été formulées. Il s'agit notamment de la nécessité pour les pays membres de la Cémac de présenter des besoins d'assistance techniques élaborés ; d'encourager les autres États membres à ratifier l'accord sur les subventions à la pêche ou encore de promouvoir les femmes et les jeunes entrepreneurs dans le commerce.